

PENSION DE RETRAITE

Ce qui a changé depuis le 1^{er} janvier 2017

Nombre de salariés proches du départ à la retraite ne savent pas à quel saint se vouer avec les nouvelles dispositions en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017.

L'âge légal de la retraite est fixé à soixante (60) ans, à la demande exclusive du travailleur. Il existe, par ailleurs, des dispositions qui permettent un départ avant cet âge, c'est ainsi que :

- la femme travailleuse peut à sa demande prendre sa retraite à 55 ans. Elle bénéficie également d'une réduction supplémentaire d'un (1) an par enfant dans la limite de trois (3) ans ;
- le moudjahed peut bénéficier d'une pension de retraite dès l'âge de 55 ans. Il peut, à sa demande exclusive, être admis à la retraite sans condition d'âge s'il peut prétendre à une pension au taux de 100%.

• Les travailleurs atteints d'une incapacité totale et permanente, lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension d'invalidité au titre des assurances sociales, peuvent obtenir le bénéfice d'une pension (dans ce cas, le nombre d'années servant de base de calcul de la pension ne peut être inférieur à quinze (15) ans) ;

• les travailleurs occupant des emplois présentant des conditions particulières de nuisance.

A compter du 1^{er} janvier 2017, en vertu des nouvelles dispositions contenues dans la loi n° 16-15 du 31 décembre 2016 : le bénéfice de la pension de retraite peut être accordé avec jouissance immédiate lorsque le travailleur salarié a accompli une durée de travail effectif ayant donné lieu à versement de cotisations égales à trente-deux (32) ans au moins, et atteint ou dépassé l'âge minimal fixé ci-après : cinquante-huit (58) ans en 2017 ; cinquante-neuf (59) ans en 2018.

Durée d'activité

Le travailleur doit avoir accompli au moins quinze (15) années, dont la moitié ayant donné lieu à un travail effectif et à un versement de cotisations de sécurité sociale.

La législation en vigueur prévoit un certain nombre d'assimilations à des périodes d'activité, Il s'agit :

- toute période pendant laquelle l'assuré a perçu les indemnités journalières des assurances sociales, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles ;
- toute période d'interruption de travail due à la maladie lorsque l'assuré a épuisé ses droits à indemnisation, à condi-

tion que l'incapacité physique de continuer ou de reprendre le travail soit reconnue par l'organisme de sécurité sociale ;

- toute période pendant laquelle l'assuré a bénéficié d'une pension d'invalidité ou d'une rente d'accident de travail correspondant à un taux d'incapacité au moins égal à 50% ;
- toute période de congé payé légal ;
- toute période au cours de laquelle ont été remplies les obligations du service national ;
- toute période effectuée durant une mobilisation générale ;
- toute période pendant laquelle l'assuré a perçu une indemnité de l'assurance chômage ;
- toute période pendant laquelle l'assuré a bénéficié d'une retraite anticipée.

Les bases de calcul

de la pension de retraite

Taux de validation. Les années d'assurance (activité ou assimilées) sont validées au taux de 2,5% par an. Les années de participation à la guerre de Libération nationale pour les moudjahidine sont comptées double et validées à 3,5% par an.

Montant de la pension. Le montant brut de la pension de retraite est le produit du salaire mensuel moyen des cinq (5) dernières années ayant précédé la date d'admission à la retraite, ou celui des cinq (5) années ayant donné lieu à la rémunération la plus élevée (salaire de référence), par le taux global des années validées.

Salaire de référence. C'est le salaire mensuel moyen soumis à cotisation de sécurité sociale. L'assiette de cotisation est constituée de l'ensemble

des éléments du salaire ou du revenu proportionnel aux résultats du travail, à l'exclusion des prestations à caractère familial, des indemnités représentatives de frais, des primes et indemnités à caractère exceptionnel et des indemnités liées à des conditions particulières de résidence et d'isolement.

Par primes et indemnités à caractère exceptionnel, on entend notamment : les sommes réparant un préjudice, telle que l'indemnité de licenciement ; les primes, indemnités ou gratifications à caractère exceptionnel, telle l'indemnité de départ à la retraite.

Le montant de la pension connaît deux limites. Un maximum de 80%. S'agissant du travailleur ayant la qualité de moudjahid, ce maximum est porté à 100% du salaire moyen ayant servi de base de calcul de

la pension. Un minimum : il ne peut être inférieur à 75% du SNMG.

Pour le moudjahed, ce minimum est fixé à 2 ½ fois le SNMG. En tout état de cause et à compter du 1^{er} Janvier 1999, le montant de l'avantage principal brut de la pension ne peut en aucun cas être supérieur à quinze (15) fois le montant mensuel du salaire national minimum garanti (SNMG), et ce, conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi n°83-12 relative à la retraite modifiée et complétée par la loi n° 99-03 du 22 Mars 1999. Le montant brut de la pension de retraite est le produit du salaire mensuel moyen actualisé par le taux global de la pension.

Majoration pour conjoint à charge. A ce montant s'ajoute pour le retraité qui a un conjoint à charge, une majoration dont le

montant est fixé par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale, sur proposition du conseil d'administration de la CNR conformément à l'article 15 de la loi 83-12 modifiée par celle n°99-03). Ce montant est actuellement fixé à 2 500 DA net par mois.

Majoration pour tierce personne. Le retraité titulaire d'une pension de retraite substituée à une pension d'invalidité de la troisième catégorie ainsi que le travailleur atteint d'une incapacité totale et définitive admis directement à la retraite parce qu'il ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une pension d'invalidité ; a droit à une majoration pour tierce personne lorsque, après contrôle médical de la Caisse, leur état nécessite le recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie.



DÉCRET PRÉSIDENTIEL

Validation des périodes du service national, du maintien et du rappel, au titre du recrutement, de l'avancement et de la retraite

Un décret présidentiel — n° 17-109 du 14 mars 2017, publié au *Journal officiel* n°17 du 15 mars 2017 —, fixe les modalités de mise en œuvre des dispositions législatives en matière de validation des périodes du service national, du maintien et du rappel, au titre du recrutement, de l'avancement et de la retraite. Ce décret a été pris sur rapport du ministre de la Défense nationale. Il fait référence notamment à la loi n°83-12 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative à la retraite, notamment son article 11 (alinéas 5 et 6), à l'ordonnance n° 06-03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, notamment ses articles 154 et 155 et à la loi n°14-06 du 9 août 2014 relative au service national, notamment ses articles 59 et 70.

En application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983,

modifiée et complétée, relative à la retraite et des articles 59 et 70 de la loi n°14-06 du 9 août 2014 relative au service national, ce décret a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre des dispositions législatives en matière de validation des périodes du service national, du maintien et du rappel, au titre du recrutement, de l'avancement et de la retraite.

Cotisations à la charge de l'Etat

Les périodes au cours desquelles ont été remplies les obligations du service national, de maintien au-delà de la durée légale du service national et de rappel dans le cadre de la mobilisation, sont assimilées à des périodes de travail.

Les périodes, prévues plus haut, sont validées au titre : du recrutement ; de la

promotion, de l'avancement et de la valorisation de l'expérience professionnelle ; de la retraite. Les périodes sont validées et comptabilisées pour la constitution et/ou la liquidation de la pension de retraite.

Les cotisations dues, au titre de la validation de la période légale du service national, sont à la charge du budget de l'Etat. Les cotisations dues, au titre des périodes de maintien et de rappel, sont transférées de la Caisse des retraites militaires à l'organisme chargé de la liquidation de la pension de retraite.

L'assiette de calcul des cotisations au titre de la validation des périodes citées à l'article 2 ci-dessus est déterminée sur la base des salaires servant au calcul de la pension de retraite. Les modalités d'application des dispositions de ce décret seront précisées par voie réglementaire.